



**NPA**  
JEUNES  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# BARRICADES

Bulletin du secteur Jeunes Travailleurs du NPA  
N°2 / Octobre 2009 / [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## Ils répriment, ils licencient, montrons leur que nous ne nous laisserons pas faire !

Dans le contexte actuel de crise du système capitaliste les patrons et le gouvernement profitent de la situation pour continuer à mettre à genoux les travailleurs. La logique de la classe dominante n'a jamais changé, gouvernement et patronat ont toujours cherché à casser les intérêts des travailleurs et les acquis sociaux gagnés par les luttes. Depuis le début de l'année, les licenciements massifs vont bon train : chez les Continental, Goodyear, Molex, Ford Blanquefort... En cette rentrée les Freescale à Toulouse, les travailleurs de Rohm and Hass dans le Loiret et bien d'autres sont en première ligne. Sur la Poste, Sarkozy nous fait le coup du changement de statut avec ouverture de capital « sans privatisation par la suite », quelle blague ! L'expérience de la privatisation de France Télécom et d'EDF-GDF nous a bien montré que ce discours n'était qu'un mensonge où la seule volonté est l'ouverture d'un marché concurrentiel. On en voit bien les conséquences : service dégradé pour les usagers et 24 suicides à France télécom...

Ces pratiques sont l'aboutissement de la volonté des derniers gouvernements de vouloir accentuer la pression sur les travailleurs en dégradant leurs conditions de travail, en développant les contrats précaires avec exonérations de cotisations sociales, baissant donc le coût du travail, pour maintenir le taux de rentabilité et ainsi le profit des entreprises. C'est cette logique qui est à l'œuvre dans le cadre du « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy, du travail du dimanche ou dans la mise en place du RSA (y compris jeunes). Dans ce cadre la question de l'éducation est centrale : ce secteur fait l'objet de nombreuses attaques, notamment en cette rentrée dans les lycées, dans les facs, envers les apprentis et les jeunes précaires de manière générale. La volonté est d'accentuer la sélection par une refonte de l'orientation allant dans le sens d'une professionnalisation accrue des parcours de formation permettant ainsi de former une main d'œuvre hyper spécialisée et sous-payée répondant aux besoins immédiats des entreprises.

Dans ce contexte général, les jeunes et les travailleurs ne doivent pas payer la crise. Ce n'est pas la nôtre mais bien celle du système capitaliste. Et face à ces attaques des résistances existent. À la poste la grève 23 septembre a atteint plus de 22%. Cette journée a été une réussite en considérant qu'environ 40% des travailleurs de la Poste sont contractuels de droit privé souvent en CDD et ne peuvent faire grève sous peine de non reconduction de leur contrat. De plus à travers la « votation citoyenne » du 3 octobre sur le changement de statut de la Poste, 2 millions de personnes se sont prononcées contre la privatisation.

De nombreux travailleurs sont en lutte, ceux de Freescale à Toulouse ont mené 5 semaines de grève, ceux de Rohm and Hass dans le Loiret ont séquestré leur patron... La jeunesse n'est pas en reste, l'année dernière, nous sommes nombreux à être descendu dans la rue, et en cette rentrée le climat dans les lycées nous montre qu'un fort potentiel de résistance face à ce gouvernement existe. En face, ils l'ont bien compris : si l'État a envoyé les CRS au lycée de Levallois le 7 octobre, si les patrons d'EDF essayent de licencier les salariés grévistes, c'est bien qu'ils craignent que face à leurs attaques on s'organise, qu'une grève d'ampleur soit déclenchée.

La classe dirigeante est prête à tout pour conserver son niveau de profit et continuer à s'accaparer le fruit de notre travail. À nous de nous organiser pour défendre nos droits et récupérer ce qui nous est dû. Plusieurs dates ont déjà été appelées et elles doivent servir à enclencher des mobilisations victorieuses. On peut citer le 20 octobre, journée nationale de mobilisation lycéenne, le 22 octobre à Paris avec une manifestation des travailleurs en lutte, le 5 décembre avec une manifestation des précaires, chômeurs contre les licenciements. Ils répriment, ils licencient, montrons leur que nous ne nous laisserons pas faire !

Pour nous contacter : [contact-jeunes@npa2009.org](mailto:contact-jeunes@npa2009.org)

Envoyez vos coordonnées à NPA Jeunes Travailleurs,

2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, avec nom, prénom, adresse, téléphone, email

# Sarkozy et la jeunesse : une politique cohérente de casse de nos droits

Le gouvernement applique une politique cohérente pour toute la jeunesse. A la LRU dans les universités et la loi Darcos/Châtel dans les lycées, répond la loi sur l'orientation et la formation professionnelle pour les jeunes en apprentissage ou considérés en « décrochage scolaire ». Cette loi fixe l'objectif de favoriser le passage des élèves jugés faibles vers des formations professionnelles. Plusieurs types de formation sont proposés :

- Des formations en apprentissage. Cela permet de faire travailler des jeunes en même temps qu'ils sont en formation, et surtout de les payer beaucoup moins que les autres salariés (25% du SMIC pour les moins de 18 ans, 50% pour les plus de 18 ans). Donc, si l'apprentissage est présenté comme un moyen d'aider les jeunes à s'insérer, elle permet aux employeurs de disposer d'une main-d'œuvre moins chère, et place les apprentis dans une situation où ils ne peuvent réclamer leurs droits de peur de ne pas pouvoir valider leur formation.

- Un passage en école de la deuxième chance. Elles pourraient accueillir dès 16 ans des jeunes pour leur faire suivre une formation en vue d'obtenir une « attestation » de connaissances et compétences qui n'est pas un diplôme et donc ne donne pas accès à des droits pour le futur salarié. Ces écoles sont directement parrainées par des grandes entreprises comme Orange, GDF-Suez ou Vivendi-Universal.

- Dès 16 ans, les jeunes pourront également être recrutés dans un établissement d'insertion de la défense. Il s'agit d'une forme de service militaire pour les personnes jugées les plus en difficultés.

Toutes ces mesures indiquent une volonté de mettre au pas les jeunes en les habituant à devoir se taire et ne pas réclamer leurs droits. Les formations qui se développent multiplient les stages et l'apprentissage. Mais si demain, nous sommes tous apprentis ou stagiaires, est-ce qu'il y'aura plus d'emploi ? Sûrement pas, mais il sera plus difficile de se battre pour des conditions de travail décentes. De la même manière, l'extension du RSA (Revenu de Solidarité Active) aux moins de 25 ans n'est pas un cadeau du gouvernement. Il s'appliquera de toute façon à une minorité de jeunes mais dans tous les cas l'obligation pour un chômeur d'accepter un travail sous-payé et faiblement compensé par des aides d'état ne sert pas à régler le problème du chômage. Il permet juste de désresponsabiliser les entreprises où les conditions de travail se dégradent et les contrats sont de plus en plus précaires. Faire payer l'état, c'est nous faire payer à leur place et leur donner une forme d'impunité. Les charges pour les entreprises baissent au même rythme qu'augmentent les contraintes pour les salariés et les jeunes. Comme pour la crise, c'est toujours à nous qu'ils veulent faire payer les pots cassés...



# NPA

## JEUNES



## Cinq semaines de grève à Freescale !

Les salariés de la production de Freescale Toulouse ont mené 35 jours de grève par rapport à la fermeture du site prévue fin 2011. Plus de 1100 emplois vont être supprimés et les propositions de la direction sur les indemnités de licenciement dépassent à peine le minimum légal, ce qui, on le sait tous, signifie dans la situation actuelle passer le reste de sa vie dans une situation de misère. De nombreuses actions ont été menées, en interne de l'entreprise, ainsi que vers l'extérieur : blocage de sites économiques importants (dépôts de bus, aéroport, axes routiers...) Plusieurs actions de convergence ont également été menées avec les salariés de la Poste et d'EDF. Les grévistes se réunissaient quotidiennement en assemblée générale, les décisions prises par tous étaient ensuite mises en place par le comité de grève élu.

Suite à l'envoi plusieurs fois par jour des CRS sur l'entreprise pour déloger les grévistes qui mettaient la pression sur la direction pour qu'elle accepte de réelles négociations, le mouvement a été suspendu lors de la dernière Assemblée Générale. Les assemblées se poursuivent, les actions également. Ce mouvement aura également largement contribué au climat social tendu régnant aujourd'hui dans la région ; les éboueurs sont en grève depuis maintenant 3 jours... Affaire à suivre...